

LA DOCTRINE

Ayant fait l'éloge de la Méthode, je me propose de discuter aujourd'hui sur la Doctrine. Ce n'est pas un pur exercice de rhétorique. Ce sera une suite de réflexions inspirées par une étude attentive des conditions dans lesquelles peut s'effectuer une réforme intellectuelle et morale de ce peuple. C'est un essai de méditation sur des sujets qui, malgré leur caractère un peu abstrait ou spéculatif, n'en présentent pas moins un intérêt actuel et immédiat. L'adaptation de l'Annam à la vie moderne, son accès à la civilisation occidentale supposent une véritable réforme de la mentalité annamite qui n'est possible que par une connaissance exacte de sa tournure générale, de sa structure intime, de ses qualités et de ses défauts.

Or si l'esprit annamite n'est rien moins que méthodique, au sens cartésien du mot, il pèche également par un défaut évident de doctrine. Sa souplesse naturelle qui peut être par ailleurs une qualité l'incline à méconnaître la force de l'idée, à sous-estimer ces « idées-forces » qui selon le philosophe Fouillée mènent véritablement le monde. Incapable de les organiser, et par conséquent de les discipliner, elle est malhabile à les affronter et à s'en servir et se laisse volontiers déborder par elles quand, rompant toute entrave, elles donnent libre cours à leur déchaînement mystique.

Reconnaître la puissance de l'idée, chercher à l'organiser et à la discipliner pour la faire servir à une action méthodique, voilà le propre de la doctrine, et voilà aussi le fonds qui nous manque le plus.

L'esprit annamite est pétri de confucianisme. Or le confucianisme, c'est l'apothéose de la routine, du précédent. Quand nous ne sommes plus guidés par l'exemple des ancêtres, nous sommes désemparés, nous nous sentons perdus, incapables de nous faire à nous-mêmes une doctrine qui tout en s'adaptant aux réalités vivantes et changeantes leur impose la salutaire discipline de la raison et de la logique. Car la doctrine comme la méthode est quelque chose de vivant ; elle doit se modeler sur la vie et non pas s'en détacher com-

me une règle figée, rigide, n'ayant pour soi que la seule consécration du temps. Elle doit être une création continue, parallèle à l'évolution incessante dans laquelle sont emportés les choses et les êtres. Elle est la théorie inséparable de la pratique, évoluant avec elle et la guidant pas à pas ; elle est la connaissance qui éclaire l'action, lui donne une valeur idéale et une signification et l'empêche de devenir une simple agitation, incohérente et désordonnée.

Cette conception n'est pas pourtant tout à fait étrangère au confucianisme. Toute une école, celle de Vuong Duong-Minh (15^e siècle), considérée, il est vrai, comme hétérodoxe par l'école officielle, professe une théorie qui se rapproche singulièrement de celle des idées-forces de Fouillée, et selon laquelle la connaissance est mère de l'action et l'action inséparable de la connaissance. « La connaissance et l'action sont une » (*tri hành hợp nhất*), dit ce philosophe néo-confucéen. Quand la connaissance est sûre et méthodique, quand elle atteint un certain degré de certitude et d'acuité, elle possède par cela même une force probante qui détermine à la réalisation de l'idée qu'elle représente, elle pousse naturellement à l'action. Celle-ci, pour être efficiente, doit donc reposer sur un concept clair et net provenant d'une connaissance intime et approfondie. Mûrir ses connaissances, les classer, les enchaîner pour en faire un tout cohérent et logique, puis, les méditer avec soin, les couvrir en quelque sorte pour leur communiquer la chaleur affective de l'âme, voilà le meilleur moyen de se préparer à une action bienfaisante et efficace.

Savoir et agir ne sont donc pas deux choses séparées, encore moins antagonistes. Savoir profondément, sûrement, c'est déjà agir ; et agir consciemment, efficacement, c'est déjà savoir. Ainsi agir c'est savoir et savoir c'est agir. Le savant est homme d'action, si son savoir est réel, l'homme d'action est savant si son action est consciente. Apparemment, c'est l'action qui importe le plus dans la vie ; mais agir impliquant savoir, c'est en fin de compte l'idée qui est la source de l'acte. Veiller sur l'idée, la rendre saine et

juste, c'est cela qui importe encore davantage ; car si la source est impure, l'eau qui en coule est souillée et trouble. Si l'idée est incohérente et fautive, l'acte qu'elle engendre est forcément désordonné et vain.

Cette théorie de l'identité de l'idée et de l'acte, de l'idée impliquant l'acte et de l'acte impliquant l'idée, qui forme la base de la doctrine de Vuong Duong-Minh, a été longtemps méconnue par le confucéisme. Au Japon, au contraire, l'école d'*Oyomei* (prononciation japonaise de Vuong Duong-Minh) a toujours compté de fervents disciples dans l'élite lettrée au détriment de l'orthodoxie confucianiste représentée par Chu Hi (11^e siècle). Son enseignement a même fortement imprégné la société et les mœurs japonaises. Il n'est pas exagéré de dire que le *bushido* (en sino-annamite *Vô-sĩ-dào*) ou code de la chevalerie japonaise a puisé en grande partie son inspiration dans cette doctrine qui fait de l'idée une force, et en l'occurrence a tiré de l'idée de l'honneur toute sa force dynamique pour la faire servir à l'éducation morale de tout un peuple.

Regrettons en passant que Vuong Duong-Minh n'ait pas eu d'influence chez nous, pas plus qu'en Chine d'ailleurs, et que le confucianisme n'ait été représenté jusqu'ici que par la seule école de Chu Hi, plus experte à former des érudits et des fonctionnaires que des *samourai* et des artistes.

Mais revenons à notre sujet qui est de montrer l'utilité et l'importance de la doctrine même dans la vie pratique et la nécessité qu'il y a à avoir en toutes choses des idées saines et justes pour agir utilement et efficacement.

Nous avons vu que l'esprit annamite n'était pas naturellement enclin à la méthode ; il n'a pas non plus de goût pour la doctrine. C'est une de ses faiblesses, car non seulement il ne profite pas de la force de l'idée quand elle est longuement mûrie et solidement assise, mais encore ne reposant pas sur un ensemble de concepts qui satisfassent à la fois la raison et le cœur, il est à la merci de toutes les impulsions du dehors et se laisse facilement convaincre et déborder par des théories plus ou moins spécieuses et fausses.

Il faut donc inculquer au cerveau annamite en même temps que le souci de la méthode le goût de la doctrine. La doctrine, telle que nous l'entendons, ce n'est pas tel ou tel

système de philosophie, de religion, de morale ou de politique qu'il faille imposer aux esprits au nom d'une autorité ou d'un idéal quelconque. La doctrine, c'est simplement le besoin de discipliner sa pensée, de classer ses idées, de les soumettre à une sévère critique, de les confronter avec la réalité, puis de les organiser en un système cohérent et logique, assez souple pour se modeler sur l'expérience et suivre les progrès de l'évolution, assez ferme pour résister aux suggestions ou aux impulsions du dehors.

A moins de se résigner à n'être que le jouet des circonstances, à être constamment ballotté entre des courants contraires, tout homme a besoin d'avoir quelques principes bien arrêtés qui forment la base de sa vie et de sa conduite. Ces principes en tant qu'ils forment un tout raisonné et logique, c'est ce que nous appelons la doctrine. Le sceptique lui-même qui ne croit à rien ou se donne pour principe de douter de tout, a également sa doctrine qui est celle du doute plus ou moins méthodiques. Seuls les hommes sans principe, qui flottent au gré des circonstances, n'ont pas besoin d'organiser une pensée sans fondement, de systématiser ou de discipliner des idées essentiellement incohérentes et désordonnées qui ne reposent sur aucune base solide ; ils ne sentent pas le besoin d'une doctrine.

Si la méthode a pour but de conduire correctement sa pensée, avec enchaînement et logique, la doctrine consiste à mettre de l'ordre dans ses idées, à les organiser, à les discipliner. L'une et l'autre reviennent en définitive à instituer une bonne direction de la pensée, un contrôle vigilant de l'idée, inspiratrice de l'acte.

Car l'idée est génératrice d'actes ; l'idée est une force, et l'action inséparable de la connaissance. Nous revenons ici à Vuong Duong-minh et à Fouillée et nous constatons que les théories de ces philosophes sont vraies. Tâchons d'en tirer quelques conséquences pratiques.

Nous avons dit que l'esprit annamite pêche par défaut de doctrine autant que par défaut de méthode. Cela veut dire qu'il n'a pas une connaissance exacte de l'importance de l'idée et de sa puissance comme génératrice d'actes. Il est pourtant soumis à cette puissance quand elle se manifeste et risque souvent d'être emporté dans son déchainement. Il la subit pas-

sivement sans chercher à agir sur l'idée même, pour ainsi dire dès sa conception et à sa naissance.

Il n'en éprouvait pas jusqu'ici le besoin, puisqu'il ne pensait pas par lui-même, ayant vécu pendant des siècles sur un fonds idéologique dont l'antiquité semblait garantir la pérennité. Mais ce fonds a commencé à s'émietter, et tout l'édifice doctrinal qui constituait l'armature de l'esprit et de l'âme annamite s'est écroulé. Brusquement on se trouve devant un vide. L'esprit ayant désappris à penser est incapable de remplir lui-même ce vide. Il s'avère impuissant à contrôler les idées qui lui viennent du dehors ou même qui naissent dans son sein du choc de l'extérieur. N'ayant plus de critérium pour les juger et les apprécier, ils se laissent envahir et finalement déborder par elles. Il en résulte une véritable anarchie intellectuelle néfaste à la bonne santé morale de la race.

Il est urgent de réagir. Comment ? C'est ce qu'il n'est pas facile de déterminer en deux mots.

Mais je crois qu'il est nécessaire que l'élite annamite approfondisse d'abord ce problème de la doctrine en exerçant un contrôle sévère sur les idées qu'elle conçoit ou qu'elle accueille, en en faisant la critique, en ayant toujours présente à l'esprit cette vérité que l'idée est une force et que cette force peut être bienfaisante ou néfaste suivant que l'idée est bien ou mal dirigée, suivant qu'elle est vraie ou fausse. En s'exerçant à ce travail de contrôle et de critique, elle finira peut-être par élaborer pour elle-même une doctrine cohérente et adéquate, faite des débris des vieilles idéologies et des apports de la pensée moderne, et capable de répondre aux besoins urgents de l'heure.

En tout cas, dans la crise intellectuelle et morale que nous traversons, bien plus encore que dans la crise économique et financière qui étreint le monde, nous avons besoin, non seulement du concours de toutes les énergies, mais encore de la force agissante de la Doctrine.

PHẠM QUỲNH

OPINIONS D'UN LETTRÉ CAMPAGNARD

II

J'ai donné la traduction des principaux chapitres d'un long mémoire que m'a adressé un lettré de campagne sur la situation générale du pays et les réformes politiques et administratives qu'il conviendrait d'entreprendre. Ces articles ont suscité quelque intérêt parmi nos lecteurs. On peut ne pas approuver toutes les opinions qu'ils émettent. On est en général unanime à rendre hommage à la franchise de l'auteur et aussi à son judicieux bon sens. Je lui ai fait part de cette appréciation indulgente et flatteuse pour lui. Il en est tout étonné, ne croyant pas, me dit-il, que les opinions d'un simple lettré campagnard puissent retenir l'attention des personnes éclairées beaucoup plus au courant que lui des grandes questions du jour. Sur ma demande, il a bien voulu me promettre de m'envoyer de temps en temps ses réflexions écrites au courant de la plume, — et non plus du pinceau, car mon lettré, quelque conservateur qu'il soit, a délibérément abandonné les chûr nôm et n'écrit plus qu'en quôc-ngũr qu'il manie d'ailleurs avec une élégante maîtrise. Ses phrases harmonieuses et cadencées, d'un pa-

rallélisme impeccable, sont de la plus pure tradition classique, et ne ressemblent en rien au style bâtarde et informe de nos journalistes à la mode. J'éprouve un infini plaisir à correspondre avec cet homme modeste qui a toujours l'air de s'étonner qu'on fasse attention à lui. Il y a profit à discuter avec lui, et même quand ses opinions ne s'accordent pas avec les vôtres, elles sont bonnes à connaître, parce qu'elles reposent en général sur des arguments parfois originaux, souvent très justes.

Voici sa dernière lettre où il répond à certaines objections dont je lui ai fait part à propos de ses premiers articles.

A propos de mon opinion sur la nécessité de constituer un gouvernement national pour l'Annam Tonkin basé sur le traité de protectorat de 1884, vous me transmettez quelques objections de nos lecteurs auxquelles il me faut répondre.

La première de ces objections est qu'il est impossible de revenir en arrière. De-

mander l'application du traité de 1884, c'est revenir en arrière, c'est remettre ce pays sous la coupe du Roi et des mandarins dont le peuple ne veut plus. Le peuple désire plus de liberté, plus de justice et préfère être gouverné et administré par les Français en général plus humains et plus justes que par des nationaux souvent durs et tyranniques.

Cette objection ne m'étonnerait pas si elle était faite par des Français ; elle est un peu surprenante quand elle vient des Annamites eux-mêmes. Mais je ne veux pas me placer à ce point de vue qui peut paraître partial en faisant intervenir la question de race dans une discussion dont elle doit être absolument exclue. Je répondrai seulement que cette objection me paraît quelque peu spécieuse et reposer sur un malentendu.

Le traité étant daté de 1884, demander son application, c'est évidemment revenir en arrière, puisque nous sommes en 1931. Mieux vaudrait certainement un traité plus récent ; mais serait-il daté de 1925, comme la fameuse convention, que ce serait toujours un peu revenir en arrière en voulant l'appliquer. La situation change tous les jours, et pour que les traités et conventions soient tout-à-fait à jour, il faudrait les modifier chaque année. Mais on voit bien qu'il est impossible de raisonner ainsi.

Tout traité repose sur un principe ; les détails peuvent varier, le principe doit rester tant qu'il n'est pas remplacé par un autre. Or le traité de 1884 est un traité de protectorat ; son principe est le protectorat. C'est ce principe qui nous intéresse ; quant aux clauses accessoires, elles peuvent être caduques ou désuètes que cela n'influe en rien sur le principe lui-même. Ainsi les clauses qui stipulent que le Roi d'Annam doit autoriser le gouvernement français à établir des lignes télégraphiques dans tout le pays et ouvrir certains ports au commerce étranger, sont évidemment caduques. Mais le principe reste qui est celui non d'une annexion de ce pays à la France mais d'un protectorat français devant simplement aider les autorités indigènes à gouverner et administrer le pays.

Quand donc nous invoquons le traité de 1884, nous invoquons uniquement le principe du protectorat qui en est l'essence. Or le protectorat implique l'existence d'un gouvernement indigène contrôlé par la puissance protectrice, mais auquel celle-

ci ne saurait se substituer entièrement sans détruire par cela même le principe qui est la base de son action et faire de l'annexion plus ou moins déguisée.

Mais, dira-t-on, que nous importe que ce soit l'annexion ou le protectorat ; ce sont là des mots. L'essentiel est que nous soyons bien administrés. — Mais le sommes-nous ? Il ne le paraît guère, puisque tous les jours on se plaint des mandarins prévaricateurs et malhonnêtes. — Justement, parce que ce sont des mandarins, et ils sont la cause de notre malheur. — Pourquoi les mandarins sont-ils si mauvais ? N'est-ce pas la faute du régime qui les emploie ? Un régime qui tolère de tels abus ou est incapable de les réprimer est un régime qui se condamne lui-même. Les mandarins ne sont plus autre chose que des agents du Protectorat ; si le Protectorat est impuissant à agir contre ses propres agents, c'est ou qu'il fonctionne mal, — ce qui n'est pas à son honneur, — ou qu'il y a à cela des raisons qui remontent aux vices mêmes du régime. Quand on attaque les mandarins, c'est le Protectorat même qu'on attaque, parce que c'est lui qui est responsable de ses agents. Dire que le peuple exècre les mandarins et en même temps bénit l'administration française, c'est dire un non-sens ; car le peuple n'est pas si bête qu'il ne sache que c'est l'administration française qui est tout et que les mandarins ne sont que ses agents. Prétendre, par exemple, que la révolte du Nord-Annam est dirigée uniquement contre les mandarins et non contre l'administration française, c'est faire preuve d'une bien courte vue. On peut soutenir le contraire et dire qu'ils sont plutôt dirigés contre l'administration française à travers ses agents qui sont les mandarins, et si ceux-ci sont plus malmenés, c'est qu'ils sont plus à la portée des révolutionnaires. Au fond, la tactique de ces derniers, c'est de décourager, de terroriser même ceux qui servent le Protectorat, le seul gouvernement effectif, l'autre (celui de Hué) n'étant dans les conditions actuelles qu'une doublure parfaitement inutile. Or ceux qui ont le plus intérêt — car il n'y a pas d'autre motif, — à servir le Protectorat et à profiter de ses faveurs, ce sont les mandarins ; c'est donc à eux que tous les révolutionnaires en veulent tout d'abord.

Mon opinion est que la cause du mal remonte au régime même et non pas seulement aux hommes qui le servent. Quand

le régime n'est pas clair, quand il n'est pas net, quand il est pour ainsi dire vicié à sa base même, il enlève à ceux qui le servent tout souci d'idéal et ne leur propose comme stimulant et comme but que l'intérêt. L'intérêt est certainement un motif puissant, mais on avouera que ce n'est pas un facteur de moralité ni même d'honnêteté. Je prétends et j'affirme que tel qu'il fonctionne, le Protectorat ne peut et ne pourra jamais s'attacher que des hommes qui le servent par intérêt personnel, ce qui exclut par définition les meilleurs.

Toute réforme doit donc porter sur le régime même. Les autres questions de recrutement, de contrôle, etc., sont accessoires, et se régleront d'elles-mêmes.

Le régime actuel repose sur une conception bornée, étroite du Protectorat. Il faudrait l'élargir, l'assouplir, pour donner aux Annamites des motifs plus sérieux de servir leur pays en servant le régime. Il faudrait pour cela un véritable gouvernement national annamite dont le Protectorat français ne serait que le conseiller et le guide. C'est seulement au nom d'un tel gouvernement que les meilleurs de nos compatriotes, les plus instruits, les plus capables, les plus honnêtes, les plus patriotes pourraient agir. Autrement le régime n'aurait jamais pour le servir que ceux qui placent leur intérêt personnel au dessus de tout, et les abus actuels ne disparaîtraient jamais.

Quant à ceux qui prétendent que le peuple ne veut plus de la royauté et qu'il désire la république, ils parlent peut-être au nom d'une certaine catégorie de gens habitant les grandes villes, qui se posent en hommes avancés, sans le plus souvent savoir exactement de quoi il s'agit. Ils seraient bien embarrassés de nous dire comment ils conçoivent une république annamite. Nous qui habitons la campagne et qui sommes 95% de la population, nous ne savons pas ce que c'est. Nous ne sommes pas pour cela plus attachés à la royauté. Mais dans l'esprit populaire, l'idée de gouvernement est encore inséparable de celle de la royauté et du mandarinat : roi et mandarins symbolisent le gouvernement. C'est l'effet d'un long atavisme qui ne peut pas disparaître du jour au lendemain. Tout ce qu'on a essayé de faire à l'encontre de cet atavisme, s'est révélé jusqu'ici vain et sans effet : on sait ce que valent pratique-

ment les élections de représentants du peuple dans nos campagnes : les électeurs, faute de comprendre ce qu'ils font, votent toujours pour le plus offrant et dernier enchérisseur ; et quand ils ont quelque chose à réclamer, ils ne s'adressent jamais à leurs représentants à eux, mais aux représentants de l'autorité qui sont les mandarins. Parler de république dans ces conditions, c'est de l'ironie, à moins que ce ne soit simplement de l'inconscience.

Au fond, le peuple n'est ni royaliste ni républicain. Mais l'idée de la royauté lui est plus familière, parce qu'elle s'accorde mieux avec ses conceptions traditionnelles. Il la comprend mieux et pourrait, le cas échéant, s'y attacher davantage. Le tout est de faire de la royauté une réalité et non plus un simple décor. L'idée monarchique, ayant derrière elle le prestige d'un long passé, si on savait l'utiliser pourrait encore agir sur la masse. C'est une force, une force latente qui pourrait devenir efficiente. Il convient de ne pas la gaspiller au profit de conceptions vagues et inconsistantes.

Aussi bien d'ailleurs, le peuple n'a contre la royauté aucun grief sérieux. S'il peut l'accuser d'être faible, il ne saurait l'accuser d'être malfaisante. Il sait qu'elle n'est plus rien. S'il lui était permis d'être quelque chose, elle pourrait facilement rallier à elle la masse actuellement désespérée, sans direction et sans guide.

Mais, dira-t-on, si on restaurait au roi son pouvoir, il en abuserait pour le malheur du peuple. Je ne le crois pas. Comme je l'ai dit dans mon mémoire, étant jusqu'ici réduit à un simple rôle de figurant, il serait heureux d'être quelque chose ; il n'abuserait pas ; il aurait tout intérêt à être avec le peuple ; il travaillerait à gagner son cœur.

D'ailleurs le pouvoir royal ne serait pas, ne pourrait pas être sans contrepoids. Outre le protectorat dont le pouvoir de contrôle est absolu, une représentation populaire appropriée, si elle était composée d'hommes sérieux et capables, — il y en a, — constituerait un frein nécessaire et suffisant.

J'ai dit que l'objection qu'on nous fait est spécieuse et qu'elle repose sur un malentendu. Elle est spécieuse parce qu'elle laisse croire que l'application loyale du traité de

protectorat de 1884 signifie un retour vers le passé, vers les vieilles pratiques condamnables de l'absolutisme et du despotisme royal et mandarinat, alors qu'en réalité elle ne marque qu'un retour vers la légalité, la dignité et l'équité, indispensables à tout régime digne de ce nom pour rallier à soi les esprits et les consciences. Franchement on ne peut pas soutenir que le régime actuel ait obtenu ce résultat ; il n'a réussi qu'à attirer à lui les éléments les moins dignes, créant autour du gouvernement et de l'administration du pays une atmosphère de corruption, une ambiance profondément démoralisatrice. Les meilleurs se gâtent à ce régime et les mauvais y donnent libre cours à leur cupidité et à leurs intrigues. Cela ne peut pas durer ainsi.

L'objection repose en outre sur un malentendu, car elle attribue au mandarinat

une importance qu'il ne saurait avoir. Le mandarinat a l'air d'être une caste, alors qu'il n'est qu'un corps de fonctionnaires qui valent ce que vaut le régime qui les emploie. S'ils sont mauvais, c'est que le régime est défectueux. Réduire tout le gouvernement et l'administration à une question de personnel, de fonctionnaires, c'est commettre une fâcheuse confusion. Au fond tout régime a le personnel qu'il mérite.

Je répondrai dans une prochaine lettre, celle-ci étant déjà longue, -- aux autres objections dont vous vous êtes fait l'écho. J'étudierai notamment les raisons d'ordre psychologique et social qui sont à l'origine du mouvement d'opinion vaguement démocratique qui se manifeste depuis quelque temps. Elles sont intéressantes à connaître et à approfondir.

III

Le lettré campagnard a répondu à l'objection qui lui est faite que ses opinions sur une réforme politique de l'Annam-Tonkin basée sur le traité de protectorat de 1884 constituent un impossible retour en arrière. Il a démontré que cette réforme ne serait pas un retour au passé, mais plutôt un retour à la légalité, et que la monarchie telle qu'il la conçoit, étant constitutionnelle et comportant, outre le contrôle du Protectorat, un contrôle populaire au moyen d'une représentation appropriée, ne pourrait plus être absolue, qu'au contraire elle réaliserait un grand progrès dans la modernisation du pays dans le cadre des institutions établies et sans aucun bouleversement inutile. Il a fait justice également de cette opinion courante qui attribue au mandarinat une importance exagérée, jusqu'à en faire le pivot de toute la politique et de toute l'administration et rejeter sur lui toutes les tares et toutes les fautes du régime. Le mandarinat ne mérite ni cet excès d'honneur ni cette indignité ; il n'est qu'un corps de fonctionnaires qui valent pratiquement ce que vaut le régime qui les emploie. Si les mandarins d'aujourd'hui, dans leur généralité, ne brillent pas par leur honnêteté et leur conscience, c'est qu'ils estiment n'avoir aucun idéal à servir autre que celui de leur intérêt personnel et immédiat, se considérant volontiers, comme ils le disent eux-mêmes, comme les salariés d'une vaste firme anonyme et étrangère qui les paye mal et à laquelle ils ne sont attachés que parce qu'elle leur laisse la faculté ou la possibilité de réaliser en dehors de leurs maigres émoluments, un certain casuel sur le dos du

natif. On conçoit qu'un tel régime n'est pas fait pour attirer et retenir les meilleurs et les plus dignes. Ce sont, au contraire, les plus malins, les plus intrigants, les plus débrouillards qui réussissent. C'est là le vice capital du régime et c'est ce qui en constitue la profonde immoralité. C'est donc un redressement total de tout le système qu'il faudrait envisager, et non pas de petites réformes ou de petites mesures d'ordre administratif qu'un arrêté décrète et qu'un autre peut abolir du jour au lendemain au gré des changements de personnes et des circonstances.

C'est ce que pense le lettré campagnard, et dans une seconde lettre qu'il vient de m'adresser il s'explique avec plus de détails encore, et répond aux autres objections qui lui ont été faites.

Modeste lettré de campagne vivant au milieu de mes rizières et en compagnie de mes livres préférés, je n'ai aucune accointance avec le monde mandarinat. A priori je n'ai pas beaucoup de sympathie pour ces messieurs. La race des mandarins lettrés avec qui le commerce était si agréable est à peu près complètement finie. Leurs successeurs beaucoup trop réalistes font souvent figure de parvenus, et quand ils ont des protecteurs puissants, ils narguent le pauvre peuple. Comment un *thây-dò* comme moi pourrait-il sympathiser avec de tels hommes ? Je n'ai donc nulle envie de les

défendre, ils sont d'ailleurs assez forts pour se défendre eux-mêmes par tous les moyens, et ce ne sont pas ces derniers qui les embarrassent.

Mais il s'agit de savoir ce que l'on veut et ce que l'on peut faire. Veut-on faire du véritable protectorat ? Alors il faut un gouvernement annamite — un vrai, et non le décor de théâtre qui existe à Hué, — il faut une administration indigène pour appliquer la politique de ce gouvernement, et il faut un personnel pour cette administration. Ce personnel, appelez-le mandarinat, si vous voulez, pour conserver le terme consacré, mais il n'est et ne peut être ni plus ni moins qu'un corps de fonctionnaires aux ordres du gouvernement qui l'emploie et le dirige. Qu'est-ce qu'un *Tông-dốc* ou un *Tuân-phủ* ? C'est, toutes proportions gardées, une sorte de préfet, comme les préfets de France. Encore dans l'état actuel des choses, il est bien moins qu'un préfet, n'étant qu'une sorte de double du résident qui, lui, est le vrai chef de province. Les préfets en France servent tous les gouvernements quels qu'ils soient, qu'ils soient de droite ou de gauche. Ceux de ces fonctionnaires qui servent mal le gouvernement du jour, qui sont compromis dans des affaires d'argent, qui se montrent malhonnêtes ou incapables, sont révoqués, cassés aux gages, et c'est tout. C'est affaire au gouvernement qui doit avoir la haute main sur tout et veiller à ce que les agents qui le servent soient irréprochables. L'essentiel est donc d'avoir un gouvernement qui ait des pouvoirs nécessaires, qui sache oser et gouverner. Or, c'est ce qui nous manque, et c'est ce que nous devons demander.

S'agit-il, au contraire, de faire de l'administration directe ? En dehors de toutes discussions théoriques, je crois que c'est chose matériellement impossible. Il faudrait dix fois plus de fonctionnaires français qu'il n'y en a à l'heure actuelle. Car il ne suffirait pas de supprimer les mandarins en titre pour les remplacer par des sortes de délégués administratifs comme en Cochinchine. Ils changeront de nom, mais ils seront mandarins tout de même. D'ailleurs, en Cochinchine même, leurs titres annamites ne changent pas : ils sont *huyên, phủ, đốc-phủ* comme leurs collègues de l'Annam et du Tonkin, et tout comme ces derniers, ils commettent les mêmes

abus, ils font de la concussion et tout ce qui s'ensuit, après soixante-dix ans d'administration directe. Pour faire de la vraie administration directe, il faudrait des *phu* et *huyên* français. Encore ce ne serait pas suffisant : il faudrait que ces fonctionnaires français qui seront le plus près de la population, parlent couramment la langue du pays, connaissent parfaitement les mœurs et usages des habitants ; il faudrait même qu'ils vivent un peu de la vie indigène pour pouvoir connaître ses vrais besoins. C'est, on l'avouera, un peu trop leur demander ; c'est leur demander l'impossible, puisque c'est leur demander de se dépouiller un peu de leur mentalité française pour devenir dans une certaine mesure annamites ; c'est leur demander de *s'annamitiser* en quelque sorte. Et quand ils se seront annamitisés, — car il y aura des phénomènes qui réussiront ce tour de force, — n'y aurait-il pas lieu de craindre que pris tout-à-fait dans l'ambiance, ils ne se *mandarinisent* à leur tour, et comme tous les novices dans la carrière, ne deviennent plus mandarins que les mandarins eux-mêmes ? On dira que je pousse le raisonnement jusqu'à l'absurde. Non pas ; on m'a cité des cas de mandarins français plus mandarins encore que les mandarins annamites. Et puis les chefs de circonscription comme les chefs de province français, ne pouvant tout faire et tout connaître directement par eux-mêmes, auront toujours besoin d'intermédiaires ou d'auxiliaires indigènes : ces derniers sont et seront des mandarins au petit pied pires que les véritables.

Non, il ne faut pas se le dissimuler : l'administration directe en ce pays est une chose impossible. Cette théorie peut flatter l'amour-propre de nos protecteurs ; elle peut servir d'aliment à l'esprit de contradiction de certains de nos compatriotes ; s'ils réfléchissent un peu, ils verront, les uns et les autres, qu'elle n'est pas réalisable. Une poignée d'Européens au milieu d'une masse indigène, masse grouillante, profonde, compacte, humanité qui leur est complètement, totalement différente à tous les points de vue, ne peut pas se flatter de l'avoir sous la main ; elle lui échappera toujours. La souplesse naturelle de l'Annamite peut induire en erreur ; c'est un peuple tellement docile, si facile à administrer ! Mais cette souplesse est celle du

bambou : il plie, il se courbe sous le vent, mais se redresse aussitôt...

Illusion pour illusion, utopie pour utopie, je crois que l'illusion d'un gouvernement national annamite guidé, contrôlé par le Protectorat français est, somme toute, moins utopique que celle d'une administration vraiment directe de ce pays par les Français.

D'ailleurs, j'ai la conviction que le Français ne sera jamais ici qu'un hôte de passage. Il est come l'Annamite et il applique cet adage de chez nous : *Phú qui qui cõ huong*. (Quand on a honneurs et richesses, on rentre dans son village d'origine). Il aime trop son pays pour le quitter à jamais. Et il a raison ; c'est un sentiment tellement humain, tellement respectable, qui est d'autant plus le sien que la France qui est un beau pays tempéré et équilibré où il doit faire si bon de vivre, n'a pas une population tellement prolifique qu'il y ait pour ses habitants nécessité d'essaimer ailleurs. Je l'ai dit dans mon mémoire : le colon français, en réalité, colonise ici beaucoup plus pour l'Annamite que pour lui-même. Ce sera donc, tôt ou tard, en définitive, l'Annamite instruit, éduqué par la France qui sera le vrai maître de ce pays. Pourquoi alors ne pas le préparer résolument à ce rôle et avoir l'air de le considérer, avec méfiance ou avec dédain, comme une sorte d'étranger dans son propre pays?...

Mais je m'aperçois que je suis sur la pente des digressions. Si je continue, il n'y a pas de raison pour que je m'arrête. J'ai cette mauvaise habitude que quand une idée me vient, je l'examine sous toutes ses faces et la développe jusqu'à ses ultimes conséquences. C'est peut-être un défaut ; il prouve en tout cas mon absolue sincérité, et comme quoi je ne crains pas d'avoir des opinions et de les exprimer avec franchise, fussent-elles ne pas plaire à tout le monde. Le fait même qu'elles soulèvent certaines critiques montrent, — je vais être fat, mais tant pis ! — qu'elles ne sont pas toutes insignifiantes ou banales.

Mais revenons aux objections de mes contradicteurs, telles que vous me les avez résumées dans votre lettre. J'ai répondu à celle qui consiste à dire que mon système, notre système, signifie un impossible retour en arrière. Je vais répondre à celle concernant la personnalité du Roi Bao-đai.

On nous dit : — Vous mettrez à la tête de votre gouvernement national un Roi. Ce Roi sera, selon vous, Bao-đai actuellement en France. Mais vous ne savez donc pas qu'il n'est pas le fils de son père ? — Je répondrai : — Et après ? Que nous importe tout cela ? Ces histoires de palais et de cour sont tellement embrouillées et compliquées que la vérité sera bien difficile à démêler au milieu de tous les mensonges et de toutes les fables plus ou moins diplomatiques. S. M. Bao-đai fut officiellement reconnue comme prince héritier du vivant de son père Khai-đinh. A la mort de ce dernier, elle fut solennellement intronisée devant les représentants qualifiés de la famille royale, toute la cour réunie, et le haut représentant du Protectorat et du gouvernement français, en l'espèce le Résident Supérieur. Je crois même que le Gouverneur général y était. Cela nous suffit, et officiellement S. M. Bao-đai est Empereur d'Annam, ... à moins d'une révolution venant du peuple, — ce qui est peu probable, — ou d'un coup d'Etat du Protectorat lui-même, ce qui est pour le moins aussi improbable.

D'autre part, dans une monarchie constitutionnelle, telle que nous la concevons, la personnalité du souverain est au fond assez indifférente. Il est un symbole, le symbole vivant de la nation ; il n'est pas nécessaire qu'il soit un « as » ; il suffit qu'il ne soit pas au-dessous de la moyenne. Ce qui est important, ce sont les hommes de gouvernement, en l'espèce les ministres responsables, qu'il faudrait alors choisir parmi des gens réellement capables.

Depuis quelque temps, il est vaguement question dans certains milieux de Duy-tân, et même de Hâm-nghi, les deux souverains déchus, exilés l'un en Algérie, l'autre à la Réunion. Je sais bien que Duy-tân serait assez populaire parmi nos compatriotes. Mais les raisons qui le rendent populaire à nos yeux le rendent inacceptable pour les Français. Car, qu'est-ce qu'il a fait ? Il s'est insurgé contre le Protectorat. Ce n'était pas tout à fait de sa faute, car trop jeune encore, il était à peine conscient de ce qu'il a fait. Mais enfin le geste est là, et je ne vois pas comment le Protectorat pourrait l'oublier jusqu'à faire revenir sur le trône un roi qui s'est révolté contre lui. Comme Annamite, je ne demanderais pas mieux que Duy-tân revienne ; il ferait peut

être un excellent roi. Mais il faut être raisonnable. Nous ne sommes pas les mitres, et il est inutile de demander une chose qu'on sait d'avance irréalisable.

Quant à Hâm-nghi, son cas est moins grave que celui de Duy-tân. Il n'était qu'un enfant et était un instrument entre les mains de Tô-n-Thât-Thuyêt. On ne peut pas dire qu'il se fut révolté contre la France. Depuis son exil, il s'est marié à une française, il a eu des enfants qui, tous garçons et filles, ont fait de brillantes études supérieures et techniques qui font honneur aux qualités des deux races. Hâm-nghi, comme Roi constitutionnel annamite, serait le symbole vivant de la collaboration franco-annamite. Mais il est déjà âgé ; il

doit friser la soixantaine, si même il ne la dépasse. Je ne crois pas qu'il consente à abandonner sa tranquille retraite pour assumer les charges du pouvoir.

Et puis, pour introniser un autre roi, que ce soit Hâm-nghi ou Duy-tân, il faudrait détrôner Bao-dai. C'est, on l'avouera, tout de même un peu « raide » de la part du Protectorat. C'est en tout cas, un geste inélegant que la France, j'en suis sûr, ne ratifiera jamais.

Et puis le problème n'est déjà pas si facile qu'il faille le compliquer encore par une question dynastique qui ne se pose pas. Acceptons Bao-dai : c'est le parti le plus sage.

IV

Dans sa précédente lettre, le lettré campagnard s'est longuement expliqué sur la question du mandarinat, sur les avantages du Protectorat et les inconvénients, voire même l'impossibilité de l'administration directe, enfin sur la royauté.

Dans la lettre qui suit, il étudie, comme il l'a promis, les causes d'ordre psychologique et social qui sont à l'origine du mouvement vaguement démocratique qui se dessine depuis quelque temps dans certains milieux annamites et prétend s'opposer au principe du mandarinat et de la royauté. Les considérations qu'il développe sont intéressantes et méritent de retenir l'attention.

C'est curieux comme les hommes se laissent griser par des mots, même vides de sens. Il semble d'ailleurs que plus ils sont vagues, plus leur prestige est grand. La Liberté, l'Égalité, il suffit de prononcer ces mots pour qu'on s'imagine être libre de faire tout ce qu'on veut et se croie l'égal du Gouverneur général lui-même. De même, quand on parle de Démocratie, de République, il semble que le peuple annamite soit déjà mûr pour se passer de toute autorité et se gouverner lui-même.

Certes, je ne méconnais pas la beauté de ces conceptions nouvelles qui nous viennent d'Occident. Mais je suis ainsi fait que je me méfie toujours des idées qui sont seulement belles. Je voudrais qu'elles

soient en même temps vraies et utiles et qu'elles correspondent à des réalités, pour pouvoir m'y attacher tout à fait. Or, quand on me parle, par exemple, de République annamite, je ne vois pas à quoi cela correspond exactement. C'est pour moi une nuée insaisissable. Mais n'ayant aucun parti-pris et désireux uniquement de connaître la raison des choses, je me dis que le fait que cette nuée haute et obscurcit certains esprits montre qu'il existe quand même un état d'esprit qu'il faudrait approfondir.

Pour bien comprendre et définir cet état d'esprit, il faut d'abord le délimiter en quelque sorte, c'est-à-dire rechercher dans quelles classes de la société il se manifeste. Car il est loin d'être général. Dans le peuple même, il est à peu près inconnu. Celui-ci, attaché aux anciennes idées traditionnelles, ne conçoit le gouvernement que sous les catégories de la royauté et du mandarinat. Le « représentant du peuple » est un personnage qui n'a pas encore sa place dans la hiérarchie sociale. C'est un type bâtard et hybride, qui ne répond à rien de précis dans l'esprit du peuple. Il est d'importation étrangère, et il faut un assez long temps encore pour qu'il soit pour ainsi dire naturalisé annamite.

Donc le peuple ignore complètement ces tentatives soi-disant démocratiques qu'on prétend retrouver chez lui. Cet état d'esprit ne se manifeste pas davantage dans la classe moyenne composée de propriétaires,

de « lettrés » dans la plus large acception de ce mot, c'est-à-dire des hommes ayant une formation confucéenne et une certaine connaissance des caractères chinois, de titulaires de titres, de diplômés ou de grades plus ou moins honorifiques, en un mot de tous ceux qui à un titre quelconque constituent le cens électoral tel qu'il est déterminé à l'heure actuelle. Cette classe moyenne de formation ancienne est même au point de vue politique plus attachée encore à la tradition que le peuple.

L'élite traditionnelle est en grande partie composée par le mandarinat, mandarinat actif et mandarinat honoraire, auquel il faut rattacher la classe des lettres dans le sens précis et restreint du mot, autrement dit des intellectuels d'ancienne formation. Cette élite est naturellement conservatrice, et même quand elle se montre progressiste, elle a, si je puis ainsi dire, le sens de la continuité et répugne à toutes les transformations brusques qui constituent justement des solutions de continuité dans la chaîne de l'évolution normale. C'est dire que l'état d'esprit dont nous parlons lui est en général étranger.

Mais ces différentes classes que nous venons de passer en revue ne forment-elles pas les cadres naturels et traditionnels de la société annamite dans son ensemble ? Autant dire que celle-ci tout entière ignore cet état d'esprit qui est seulement le fait de certains éléments nouveaux qui jusqu'ici n'ont pas su ou n'ont pas voulu s'intégrer dans les cadres existants.

Et ainsi la question se précise ; elle se présente sous son jour vrai, essentiel.

Il existe à l'heure actuelle dans la société annamite, ou plutôt en dehors ou en marge de la société traditionnelle des éléments qui sont loin encore de constituer des classes à proprement parler et qui souffrent de n'avoir pas leur place dans la hiérarchie traditionnelle et consacrée. Ils s'insurgent donc plus ou moins ouvertement contre cette hiérarchie dont ils ne peuvent pas ou ne veulent pas faire partie et qu'ils estiment oppressive et anachronique. De là cet état d'esprit hostile non seulement au mandarinat et à la royauté qui sont la représentation tangible de cette hiérarchie, mais encore à toutes les institutions établies qui reposent sur les anciennes conceptions de l'ordre et de la discipline sociale. En somme, ces nouveaux éléments, sans

peut-être s'en rendre compte exactement, rêvent de démolir une vieille société trop hiérarchisée à leurs yeux et dont dans leur impatience de percer et de parvenir ils désespèrent d'occuper les premières places. Et ils partent en guerre contre cette société au nom d'un idéal étranger de nivellement social et d'égalitarisme utopique, sans se demander s'il est réalisable dans un milieu que rien jusqu'ici n'a encore préparé à le recevoir.

De sorte que cet état d'esprit qui se réclame de tendances populaires ou plus ou moins démocratiques et qui se manifeste principalement par une hostilité sourde à l'égard du mandarinat et de la royauté, tient à des causes d'ordre plutôt social et psychologique que politique.

Mais quels sont ces éléments nouveaux dont nous parlons et quelle est leur valeur au point de vue social et national annamite ?

Je ne parle pas de toute cette jeunesse nouvelle formée exclusivement dans les écoles françaises et qui, manquant d'une culture morale appropriée, est à l'heure actuelle complètement désarmée, cherchant sa voie au milieu d'un chaos d'idées et de théories étrangères qui l'assaillent de toutes parts. Elle est tantôt déprimée et apathique, tantôt exaltée et presque révolutionnaire, souvent dissipée faute d'avoir un but à poursuivre et un idéal à servir, parfois en proie à cette mélancolie vague qui confine à la neurasthénie. Certes, elle est volontiers irrespectueuse de toute autorité et de toute hiérarchie. Mais pratiquement elle n'a encore aucune influence et il faut surtout compter sur une éducation mieux comprise pour la conduire et la maintenir dans le droit chemin.

Les éléments nouveaux dont il s'agit ici sont principalement les éléments de cette bourgeoisie qui s'est créée dans les villes depuis l'occupation française et qui se compose de commerçants, d'industriels, d'entrepreneurs, de concessionnaires, d'hommes d'affaires en général, et aussi d'une majorité de fonctionnaires et d'agents des administrations et des firmes françaises, et d'une minorité d'intellectuels s'exerçant dans des carrières libérales naissantes.

Depuis cinquante ans, cette bourgeoisie a déjà produit deux générations, différentes l'une de l'autre par leur mentalité et leurs tendances. La première formée d'hommes en général frustes, sortis du peuple, mais qui, à la faveur des circonstances et grâce

aussi à un labeur souvent acharné sont arrivés à acquérir une fortune et des situations enviables, n'avait d'autre préoccupation que de conquérir ses titres de noblesse, cherchant à s'agréger pour ainsi dire à l'élite, à l'aristocratie représentée par le mandarinat, dans son sens le plus large. C'est ainsi qu'on a vu beaucoup de ces hommes solliciter et obtenir des titres et des grades dans le mandarinat honorifique. On s'est un peu moqué d'eux au début en les traitant de "bourgeois gentilhommes". Mais peu à peu ils se sont fait accepter dans ce qu'on peut appeler l'aristocratie annamite, et, ma foi, ne s'y comportent pas très mal. La richesse d'ailleurs vous fait pardonner volontiers quelques fautes de goût qui ne sont pas des crimes. Et puis, à défaut de finesse, ces hommes ont beaucoup de bonne volonté, et ils ont parfois de grands mérites, car ce sont de rades travailleurs. En leur ouvrant les portes du mandarinat honoraire, on leur a donné la juste récompense de leur labeur. Je trouve cela tout à fait légitime. Et de fait tous ces hommes sont devenus des éléments d'ordre et de prospérité, et les meilleurs soutiens des institutions établies, notamment de la royauté et du mandarinat.

Mais la seconde génération qui est venue après affecte de tout autres tendances. Et c'est parmi elle que se remarque le plus cet état d'esprit dont nous parlons. Alors que la première génération a réussi à s'intégrer dans les cadres naturels de la société annamite, celle-ci se tient délibérément en dehors, boudant son aînée dont elle nargue l'ignorance et la vanité. Les grades de mandarinat, les décorations et autres distinctions honorifiques, elle n'en a cure, elle les méprise ; tout cela, c'est bon pour les "bourgeois gentilhommes" et les mandarins, ces valets à la robe bleue et à la plaque d'ivoire, race exécrée et exécration, gens aussi plats devant le pouvoir que tyrans et oppresseurs pour le pauvre peuple !

— Nous, se dit-elle, nous sommes des hommes nouveaux, des hommes de progrès épris de liberté et d'indépendance, détachés de tout préjugé de caste. Nous sommes pour le peuple contre le mandarin qui l'opprime. Le mandarin, voilà l'ennemi !..

Vous avez sans doute comme moi entendu de ces tirades éloquentes et fulminantes. Mais en les écoutant, vous êtes-vous

parfois demandé ceci : — Cet homme désintéressé qui fait de si beaux discours, si on venait lui offrir un grade du 5e degré du mandarinat honoraire ou une place de tri-huyên ou de tri-phu, accepterait-il ? — Je suis sûr qu'à cette question vous répondrez intérieurement : — Oh, oui, il accepterait avec empressement, avec reconnaissance, et il serait plus mandarin encore que les mandarins dont il médit et dont il se moque.

D'où vous concluez comme moi que beaucoup de ces hommes qui se montrent si fervents amis du peuple et si violents adversaires du mandarinat, ne le sont pour ainsi dire que par dépit, par dépit de n'avoir pas été accueillis tout de suite dans cette classe privilégiée dont ils auraient voulu occuper dès l'abord les premières places. Le dédain transcendante qu'ils affichent ensuite n'est peut-être que celui du loup pour les raisins dans certaine fable française dont j'ai lu la traduction.

Je ne prétends pas que tous soient ainsi. Il y a certes des hommes qui désirent sincèrement pour le peuple plus de liberté et plus de justice, et qui le croyant opprimé par les mandarins, combattent avec acharnement ces derniers.

Mais combien sont-ils ? Ils sont une minorité d'esprits généreux, d'idéologues imbus de conceptions occidentales qui rêveraient de transplanter en ce pays les formes politiques nouvelles de l'Occident, plus libérales à leurs yeux, sans se demander si elles y seraient viables.

Quoiqu'il en soit, pour me résumer, il existe dans notre société des éléments nouveaux, encore peu nombreux par rapport à l'ensemble de la population, mais qui augmentent rapidement, éléments qui ne sont pas satisfaits de l'ordre social actuel où ils estiment qu'ils ne trouvent pas de place à leur convenance. A des hommes nouveaux, il faut des situations nouvelles. J'ai idée que cette bourgeoisie nouvelle est la pépinière tout indiquée de nos députés ou de nos représentants du peuple. Il leur faudrait donc une assemblée délibérative ou un Parlement, — quelque chose de plus sérieux ou de plus décoratif que les Chambres actuelles, — où ils pourraient jouer leur rôle. Ils y parleront, y discuteront de tout, et auront, en faisant des discours,

l'illusion ou l'impression d'agir sur la vie nationale.

Mais pour gouverner et agir réellement, il faudrait d'autres hommes, sérieux et

pondérés, qu'on ne pourrait encore trouver que dans les cadres naturels de la société annamite.

V

Dans sa dernière lettre, le lettré campagnard a exposé les causes d'ordre psychologique et social qui, à son avis, sont à l'origine du mouvement d'opinion vaguement républicain et démocratique qui prétend s'opposer au principe d'une monarchie constitutionnelle dans les cadres du traité de protectorat. Il a montré le peu d'importance de ce mouvement qui n'a à proprement parler rien de politique et se rattache à un état d'esprit nouveau se manifestant dans une certaine bourgeoisie des villes qui jusqu'ici n'a pas réussi à s'intégrer dans les cadres traditionnels de la société annamite. Et, non sans une petite pointe d'ironie, il a conclu que pour donner satisfaction à ces éléments nouveaux, il faudrait créer un Parlement annamite où ces hommes seront admis à palabrer à leur aise en ayant l'illusion d'agir sur la vie nationale, alors que ceux qui agiront et gouverneront réellement se recruteront pendant longtemps encore dans ces anciens cadres qui ne se renouvelleront que lentement par l'adjonction progressive de ceux de ces éléments nouveaux qui auront fait preuve de maturité et de sagesse.

Dans la nouvelle lettre que je viens de recevoir de mon correspondant cette semaine, il continue de répondre aux objections qui ont été formulées à l'encontre de ses opinions, principalement à celle présentée par des sceptiques ou des pessimistes qui croient qu'il n'y aura rien de changé, que la France qui est la seule maîtresse de la situation, ayant trop d'intérêt à laisser se perpétuer l'état de choses actuel ne fera rien et qu'on perd son temps à toutes ces discussions parfaitement oiseuses et inutiles. Le lettré campagnard, lui, est résolument optimiste; il a la conviction que tôt ou tard, le gouvernement français tentera une réforme dans le sens qu'il préconise, et il donne à son optimisme des raisons assez pertinentes.

Me voilà devenu journaliste malgré moi. Je n'aurais jamais cru qu'un modeste lettré de campagne comme moi devait voir un jour sa prose publiée dans un journal français. Je n'en tire aucune vanité. Je vous en veux un peu, au contraire, de m'avoir sorti de mon obscurité en rendant publiques mes idées et mes opinions. Il est vrai

que ma personnalité est indifférente au public, n'étant celle que d'un Annamite moyen qui cherche à raisonner et à se faire une opinion sur les grandes questions du jour. Mais vos idées, c'est un peu vous-même, et les produire en public avec le secret espoir de quêter l'éloge ou l'approbation de personnes qui ne vous connaissent pas, m'a toujours paru quelque chose d'indécent et, dirai-je, d'un peu cabotin. Ces scrupules vous font, je le sais, un peu sourire, et vous vous moquerez sans doute de ce que vous appelez ma frileuse délicatesse d'homme d'étude, s'accordant mal avec ce siècle de lutte et de matérialisme. Mais j'ai été formé dans de tout autres idées, et ces scrupules comme les défauts et les qualités que je puis avoir font partie de moi-même; ils sont mon karma que je traînerai jusqu'à la fin de mes jours. Je ne le regrette pas d'ailleurs: chacun a son karma, et le mien si chargé soit-il me plaît, car je cesserais d'être moi-même s'il ne l'avais plus.

Donc vous voulez bien me dire que mes opinions présentent quelque intérêt et méritent d'être connues et vous avez pris sur vous de traduire mon mémoire et mes lettres en français. Il faut bien vous croire, puisque vous le dites. Mais je crains fort que ce ne soit pas l'opinion de nos lecteurs. Avec ma nonchalance d'esprit, avec mes digressions continuelles, avec ma façon peut-être un peu particulière de raisonner et de m'exprimer, je dois passer à leurs yeux pour un original, à moins qu'ils ne me prennent tout simplement pour un « raseur ».

Enfin on dira de moi ce qu'on voudra. Si l'on se moque, tant pis pour vous; c'est vous qui l'aurez voulu...

Après cette longue digression, je reviens à ce qui fait l'objet de notre correspondance depuis quelque temps. J'ai déjà répondu à quelques-unes des objections formulées contre mes idées sur la réforme politique de l'Annam-Tonkin. Il en reste une qui me paraît plus sérieuse que toutes les autres, non en raison de sa valeur intrinsèque

que comme idée ou comme argument, mais en vertu de sa puissance de négation, si je puis ainsi dire, capable de confondre et d'annihiler toutes les idées comme toutes les initiatives. C'est l'objection de ceux que j'appellerai les sceptiques ou les pessimistes, dont toute la thèse se résume en ces mots : A quoi bon ?

— A quoi bon se fatiguer les méninges pour trouver des solutions à la crise actuelle, quand vous êtes sûr qu'on ne les appliquera jamais ? A quoi bon élaborer des projets de réforme, si vous savez d'avance que, quelque bien conçus qu'ils soient, on n'en tiendra aucun compte, parce que tout ce que vous pourrez proposer ira fatalement à l'encontre des intérêts de ceux qui sont les vrais maîtres de la situation ? Entre conquérants et conquis il n'y a pas d'entente possible. Vous êtes un peuple vaincu : contentez-vous de votre sort ; n'allez pas quémander des réformes qu'on ne vous accordera jamais de plein gré, ou qu'on fera semblant de vous accorder en les entourant de tant de restrictions qu'elles en annihileront d'avance les effets. Les réformes, comme les libertés, se conquièrent, elles ne se quémandent pas. Du moment que vous êtes incapables de les conquérir, taisez-vous ; et ne venez plus nous importuner avec vos sempiternelles discussions sur le protectorat et l'administration directe ou vos vaines revendications d'autonomie ou d'indépendance...

Ces sceptiques ou ces pessimistes prennent ainsi des airs de révolutionnaires, mais au fond ce sont les plus tranquilles des hommes, et ils ne sont violents en paroles que parce qu'ils ne sont pas ou assez courageux pour voir les difficultés en face, ou assez perspicaces pour dégager du présent les possibilités de l'avenir. Ils nous traitent de rêveurs ou de naïfs, nous les traitons volontiers de pares-eux, car c'est faire preuve de paresse d'esprit que de ne pas chercher à analyser les difficultés pour les résoudre. Aucune situation n'est à proprement parler insoluble et il n'y en a aucune qui doive absolument se résoudre par des moyens de violence. La vie est faite de compromis, et il y a toujours moyen de s'entendre, si on le désire sincèrement.

Mais résumons pour y répondre les arguments de ces professeurs de découragement, beaucoup plus dangereux qu'ils n'en ont l'air, parce qu'ils rallient à eux tous les paresseux qui veulent être des patriotes

à bon compte en affichant des airs de désabusés.

Au fond, leur principal argument dont découlent tous les autres, c'est celui-ci : Nous sommes des patriotes ; nous aimons notre pays et nous voulons bien le servir, mais il n'y a rien à faire avec les Français. Pleurons sur les malheurs du temps et attendons.

Et en attendant, -- ils ne savent pas exactement quoi, -- ils découragent toutes les bonnes volontés par leurs sarcasmes et leurs critiques.

— Vous voulez, nous disent-ils, instituer un gouvernement national avec représentation populaire sous la forme d'une monarchie constitutionnelle fonctionnant dans les cadres du Protectorat. C'est très beau tout cela, mais vous batissez sur du sable ; vous construisez des palais dans le royaume de l'Utopie. Car tout cela dépend et dépend uniquement des Français. Or croyez-vous que les Français admettent sincèrement l'émancipation des Annamites ? Vous êtes des naïfs ! Et puis quels moyens de pression avez-vous pour faire aboutir vos réformes ? Vous dites que vous êtes partisans de la collaboration, donc ennemis de toute révolution. Vous ne pouvez pas employer des moyens violents : vous en êtes d'ailleurs incapables. Vous vous contentez de raconter des boniments dans les journaux, mais personne n'en tient compte. Vous êtes des rêveurs. Et pendant que vous rêvez à des réformes impossibles, des imbéciles font de l'action directe ; ils complotent ou ils manifestent et se font tuer ou exiler inutilement...

Vous avez sans doute comme moi bien des fois entendu pareil discours qui, débité dans un certain ton et avec une certaine apparence de conviction, est bien fait pour vous ébranler, semer dans votre esprit le découragement et le doute.

Mais essayez un peu de raisonner avec ces hommes ; vous verrez qu'ils n'ont d'autre argument que leur éternel "à quoi bon", d'autre conclusion que cette phrase qui à la longue finit par vous agacer : il n'y a rien à faire !

Vous connaissez la page célèbre de l'écrivain chinois Luoug Khai-Siên (Leang K'i-Tch'ao), dans laquelle il passe en revue les différentes catégories de ceux qu'il appelle les malfaiteurs publics, et il range parmi eux les négateurs impuissants et les critiques

stériles. Eh bien, les combattants qui vous disent toujours : « Il n'y a rien à faire », appartiennent à cette catégorie ; ce sont des négateurs impuissants et des critiques stériles. Il n'y a rien à faire, en effet, avec ces hommes qui trouvent que vous êtes tous des imbéciles et des naïfs en cherchant à faire quelque chose ; on perd son temps à discuter avec eux, puisqu'ils ne raisonnent pas. Il n'y a qu'à passer outre à leurs stériles sarcasmes.

Mais je trouve ces négateurs dangereux, car à force de nier la possibilité de toute collaboration, de le dire et de le proclamer sans cesse, ils finissent par acculer les gens à la révolte. Car il n'y a d'autre alternative que celle-là : ou la collaboration ou la révolution. Et si c'est être naïf que de vouloir et de rechercher la collaboration, nous préférons être des naïfs que des imbéciles, partisans de l'action directe.

Mais non, nous ne sommes pas des naïfs. Nous sommes des gens raisonnables qui trouvent qu'il y a toujours quelque chose à faire, ne serait-ce que de travailler à se mieux connaître et à se mieux comprendre, en attendant de pouvoir réaliser en une formule définitive une entente équitable et durable. Dans la vie, il n'y a rien d'absolu : tout est relatif. Quand on s'acharne à rechercher l'absolu, on tombe dans la culbute. Comme je l'ai dit plus haut, tout est affaire de compromis, d'arrangement ; il s'agit de vouloir s'entendre, et ajouterai-je volontiers, d'avoir un peu foi, sinon en la nature humaine que je ne crois pas, contrairement à nos maîtres confucéens, foncièrement bonne, du moins en la sagesse des hommes, conseillée, guidée par leur intérêt bien entendu.

L'intérêt des Annamites et des Français est de s'entendre. Certes, je ne suis pas assez naïf pour croire qu'il suffit de prôner la collaboration franco-annamite pour qu'elle se réalise immédiatement. Je ne suis pas assez hypocrite non plus pour la proclamer comme une panacée quand je n'y crois pas moi-même. Mais je suis sincère avec moi-même et d'accord avec la réalité quand je dis que cette collaboration est une nécessité qui s'impose ; elle n'est pas facile, elle est au contraire remplie de difficultés qui se présentent pour ainsi dire à chaque instant et ces difficultés ne proviennent pas tant de la divergence des intérêts en cause que d'une certaine incompréhension réciproque, de cette méfiance

instinctive, résultat du choc des mentalités et des races, et qu'on aura bien de la peine à faire disparaître complètement. Cette collaboration exige beaucoup de tact, beaucoup de mesure, une patience inlassable, une bonne volonté à toute épreuve, une parfaite entente des situations et des intérêts, une parfaite compréhension des mentalités et des hommes. Elle ne peut pas être conduite par des énergumènes, par des esprits faux et nébuleux ; elle demande le concours de tous les hommes intelligents, clairvoyants, pondérés, réfléchis, réalistes, dans le bon sens du mot. Elle doit être, comme qui dirait, une *création continue*.

J'ai dit que la collaboration est une nécessité, car hors d'elle il n'y a plus que la révolution et il nous répugne d'envisager cette éventualité désastreuse. Au fond, il s'agit de concilier deux faits en apparence inconciliables : la domination étrangère et le sentiment national indigène, autrement dit le colonialisme et le nationalisme. Les Français sont ici par droit de conquête, ils y ont des intérêts considérables qu'ils n'abandonneront jamais ; c'est un fait qu'il est inutile d'apprécier, mais qui existe et avec lequel il faut compter. D'autre part, c'est un fait également que les Annamites sont chez eux et qu'ils souffrent de se voir relégués au second plan, d'y être traités en quelque sorte en étrangers. Ce fait est aussi réel que le premier et il est également inutile de l'apprécier ; il suffit de le reconnaître.

Pour concilier ces deux faits, la forme nuancée du protectorat nous paraît plus adéquate que la formule brutale de l'administration directe. Elle ménage les intérêts et les susceptibilités des deux parties en présence et, réalisée dans les cadres d'une monarchie rénovée et constitutionnelle, elle est de nature à instituer pour un assez long temps un *modus vivendi* acceptable.

C'est notre conviction basée sur une étude objective de la situation. Il s'agit de la faire partager à tous les hommes de bonne foi.

Employez-vous-y avec votre louable ardeur. Si vous réussissez à convertir à vos idées les hommes sensés, votre "trahison" vous sera pardonnée : car vous êtes un clerc qui a trahi. Vous auriez dû, comme moi, rester dans votre tour d'ivoire ; vous êtes descendu dans la mêlée. Il faut réussir.

P. T. C.

PHAM QUYNH

(France-Indochine, Août 1931)